

Note

sur l'identification des options de solutions à l'origine des barrières identifiées

Dans le cadre du lancement du programme leadership mondial pour l'eau dans un climat changeant en République Centrafricaine, un atelier de consultation des parties prenantes a été organisé en juin 2022, afin d'identifier les défis et des principaux obstacles systémiques liés à la gestion intégrée des ressources en eau et à l'intégration du genre. Lors des travaux de groupe, les obstacles suivants ont été identifiés :

- La faible application des textes/Documents en vigueur
- L'absence d'un système optimum de suivi des ressources en eau
- La mauvaise répartition des ressources humaines
- La faible adéquation entre le budget national alloué et les problèmes à résoudre

Chaque barrière identifiée a été associée à un groupe de travail qui se rencontre mensuellement au cours d'une année, pour proposer des solutions aux barrières identifiées et de développer des stratégies de réponse afin de surmonter les barrières identifiées pour garantir la résilience au climat et la sécurité en eau, en accordant une attention particulière aux approches transformatrices pour le genre.

Suite aux réunions des groupes de travail qui se sont tenus d'octobre 2022 à juin 2023, sous la facilitation de l'équipe du programme, sur la base des documents mis à leur disposition, et la tenue de l'atelier d'appropriation des documents stratégiques et de politiques du secteur de l'eau et du climat en RCA ont permis, d'identifier et de prioriser les options de solutions à l'origine des barrières identifiées.

Ainsi, les solutions identifiées et priorisées s'articulent autour des points suivants :

| <b>Groupe N°1 : Faible application des textes/documents en vigueur</b>  |  |
|---|--|
| <b>Causes profondes identifiées</b>   | <b>Options de solution proposées</b>   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de textes d'application de certaines lois ;</li> <li>• Incohérence de certains textes ;</li> <li>• Chevauchement de compétences ;</li> <li>• Absence de vulgarisation des textes et documents en vigueur ;</li> <li>• Incompétence/qualification de certains responsables en charge d'application des textes ;</li> <li>• Impunité dont jouissent certains responsables en charge d'application des textes ;</li> <li>• Corruption ;</li> <li>• Fragilité du pays suite aux multiples crises.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élaboration des textes d'application ;</li> <li>• L'harmonisation des textes régissant le secteur de l'eau ;</li> <li>• Vulgarisation des textes et documents en vigueur ;</li> <li>• Formation et renforcement de capacités des responsables en charge de l'application des textes ;</li> <li>• La lutte contre l'impunité et la corruption en sanctionnant certains responsables véreux.</li> </ul> |

## Groupe N°2 : L'absence d'un système optimum de suivi des ressources en eau

| Causes profondes identifiées  | Options de solution proposées  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chevauchement des compétences entre structures de l'Etat ;</li> <li>• Absence de structure de coordination ;</li> <li>• Absence d'un système d'information sur les ressources en eau ;</li> <li>• Manque de ressources financières pour assurer la maintenance et le renouvellement des outils de suivi des ressources en eau ;</li> <li>• Insuffisance des ressources financières pour couvrir correctement les charges liées au suivi des ressources en eau ;</li> <li>• Insuffisance des ressources humaines pour mettre en place et opérationnaliser le système de suivi.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer une stratégie de mobilisation des fonds ;</li> <li>• Recruter, former/renforcer des Cadres pour gérer le système de suivi des ressources.</li> <li>• Mettre en place un système d'information sur les ressources en eau ;</li> <li>• Rendre opérationnel le Fonds National de l'Eau afin de disposer des ressources couvrir les charges liées ;</li> <li>• Résoudre le problème de chevauchement des compétences entre structures de l'Etat par la mise en place d'une structure de coordination ;</li> <li>• Veillées au suivi des ressources en eau ;</li> </ul> |

## Groupe N°3 : La mauvaise répartition des ressources humaines

| Causes profondes identifiées  | Options de solution proposées   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Violation des textes en vigueur ;</li> <li>• Népotisme/ laxisme ;</li> <li>• Clientélisme ;</li> <li>• Faible niveau de renforcement de capacité de certains responsables en charge des ressources humaines ;</li> <li>• Incompétence de certains responsables en charge des ressources humaines.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller à l'applicabilité/respect des textes en vigueur en vigueur ;</li> <li>• Instituer une sorte de contrat de performance dans l'administration ;</li> <li>• Former et ou renforcer les capacités des responsables en charge des ressources humaines.</li> </ul> |

## Groupe N°4 : La faible adéquation entre le budget national alloué et les problèmes à résoudre

| Causes profondes identifiées   | Options de solution proposées   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de stratégie sectorielle de mobilisation des ressources financières</li> <li>• Non application des principes préleveur-payeur et pollueur-payeur</li> <li>• Faible niveau du partenariat public privé dans le secteur de l'eau</li> <li>• Manque de volonté politique</li> <li>• Faible mobilisation des fonds propres</li> <li>• Baisse de l'aide publique au développement.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborer une stratégie sectorielle de mobilisation des ressources financières ;</li> <li>• Application des principes pré-leveur-payeur et pollueur-payeur et l'opérationnalisation du fonds national de l'eau ;</li> <li>• Améliorer le niveau du partenariat public privé dans le secteur de l'eau ;</li> </ul> |

- Mobilisation des décideurs politiques.

Les prochaines étapes des travaux de groupes de travail consisteront à l'identification et l'élaboration du plan de financement qui pourraient permettre de manière réaliste soutenir les actions de réponses.